



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 8.12.2023  
C(2023) 8480 final

## **DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 8.12.2023**

**modifiant la décision d'exécution C(2022) 8030 final de la Commission relative au  
financement de mesures particulières en faveur de la République démocratique fédérale  
d'Éthiopie pour 2022 (partie II)**

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 8.12.2023

**modifiant la décision d'exécution C(2022) 8030 final de la Commission relative au financement de mesures particulières en faveur de la République démocratique fédérale d'Éthiopie pour 2022 (partie II)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012<sup>1</sup>, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil<sup>2</sup>, et notamment son article 23, paragraphe 3,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 11 novembre 2022, la Commission a adopté la décision d'exécution C(2022) 8030 final<sup>3</sup>.
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE<sup>4</sup>.
- (3) L'action intitulée «Promouvoir un processus de réconciliation et de consolidation de la paix en Éthiopie inclusif et soucieux de l'égalité entre les hommes et les femmes», exposée à l'annexe 1, vise à promouvoir une paix et une cohésion sociale durables en Éthiopie en renforçant un dialogue inclusif et soucieux de l'égalité entre les hommes et les femmes et en raccommodant le tissu social à différents niveaux. L'approche consistera en deux volets: d'une part, un soutien à l'apaisement des tensions locales et au développement de la cohésion sociale et, d'autre part, le renforcement des efforts déployés par les populations touchées par le conflit pour se rétablir et reconstruire leur vie.
- (4) L'action a été portée de 36 mois à 60 mois en mars 2023<sup>5</sup>. Compte tenu de la complexité des activités, les phases de conception et de négociation ont duré plus

<sup>1</sup> JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

<sup>3</sup> Décision d'exécution de la Commission du 11.11.2022 relative au financement de mesures particulières en faveur de la République démocratique fédérale d'Éthiopie pour 2022 (partie II) [C(2022) 8030 final].

<sup>4</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

longtemps que prévu, de sorte que la prolongation de la période de mise en œuvre a dû être prolongée au-delà de novembre 2025.

- (5) Afin de répondre à des priorités supplémentaires compte tenu de l'évolution du contexte en Éthiopie, après la signature de l'accord de cessation des hostilités en novembre 2022, il est nécessaire de modifier l'action pour intégrer le volet «Désarmement, démobilisation et réintégration» à la suite des efforts de reconstruction et de réhabilitation déployés au niveau national. Le nouveau volet repose sur une approche communautaire solide et vise à fournir des services et un soutien aux anciens combattants et aux communautés locales du nord du pays.
- (6) Afin de répondre efficacement aux besoins pressants en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration en Éthiopie, le montant global de cette action a été augmenté de 10 000 000 EUR, ce qui porte la contribution totale de l'Union de 10 000 000 EUR à 20 000 000 EUR.
- (7) Il y a donc lieu de modifier la décision C(2022) 8030 final de la Commission en conséquence.
- (8) La présente décision est conforme à l'avis du comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

#### *Article unique*

La décision d'exécution C(2022) 8030 final de la Commission est modifiée comme suit:

- (1) L'article 2 est remplacé par le texte suivant:

«Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure en faveur de la République démocratique fédérale d'Éthiopie pour 2022 (partie II) est fixé à 95 000 000 EUR (85 000 000 EUR pour l'exercice N; 10 000 000 EUR pour l'exercice N+1), à financer par les crédits inscrits sur la ligne 14 02 01 21 du budget général de l'Union.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

La mise en œuvre de la présente décision est subordonnée à la disponibilité des crédits qui sont prévus dans le budget général de l'Union pour 2023 après l'adoption de celui-ci par l'autorité budgétaire.»

- (2) L'annexe 1 de la décision C(2022) 8030 final de la Commission est remplacée par le texte figurant en annexe de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 8.12.2023

*Par la Commission*  
*Margaritis SCHINAS*  
*Vice-président*

---

<sup>5</sup> Réf. Ares (2020)2265540-29/03/2023.